Affaires indiennes et du Nord Canada Indian and Northem Affairs Canada

Pétrole et gaz des Indiens du Canada

2007-2008 rapport annuel

Canadå

Table des matières

ICD Manda

Vue d'ensemble de IOGC

- 1 Message du PDG
- 3 Histoire de PGIC et législation liée
- 3 Autorisations legales
- 4 Conseil de cogestion de PGIC
- 4 Conseil des ressources indiennes

Initiatives clés

- 5 Pétrole et aaz des Premières nations
- 5 Modernisation de la LPGI
- 6 Redevances avec certitude
- 6 Rationalisation du processus de perception des redevances
- 7 Automisation des intérêts

En vedette

- 8 Hay-Zama Lakes Wildland Park
- 10 Entreprises appartenant à une band
- 11 Carte du bassin sédimentaire de l'Ouest canadien
- 12 Carte du Canada montrant les réserves indiennes

Opérations

- 14 Division de la haute direction
- 15 Division des terres
- 19 Division de la production
- 23 Planification et services ministériels
- ICA Opérations financières

Publié avec l'autorisation du ministre des Affaires indiennes et du Nord conodien et interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits Ottowa, 2008

1 800 567-9604 ATME seulement 1 866 553-0554

Catalogue No. R1-5/2008F-PDF ISBN 978-0-662-04862-6

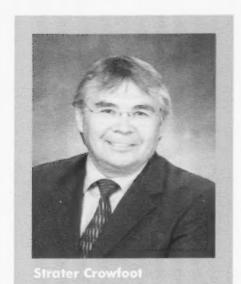
© Ministre des Trovaux publics et des Services gouvernement aux Conada

This publication is also available in English under the title: Indian Oil and Gas Canada 2007 - 2008 Appual Report

Mandat:

Le mandat de PGIC consiste à remplir les obligations fiduciaires et légales de la Couronne liées à la gestion des ressources pétrolières et gazières que recèlent les terres des Premières nations et à mener à bien les initiatives lancées par les Premières nations pour gérer et contrôler leurs ressources pétrolières et gazières.

Message du PDG



J'ai été très heureux de revenir chez Pétrole et gaz des Indiens du Canada (PGIC) en avril dernier pour prendre la relève du P.-D.G. sortant, Gregg Smith, qui a décidé de prendre sa retraite. Je suis content d'avoir pu revenir au sein de l'organisation et de travailler pour le bénéfice des Premières nations. L'année 2007-2008 a été très occupée et on peut dire qu'elle a été placée sous le signe du changement, des défis.

On estime qu'un Albertain sur six travaille dans l'industrie du gaz et du pétrole. Le développement de l'activité gazière et pétrolière est en train d'essaimer dans les autres régions du pays, et en termes d'activité économique et d'emplois, cette effervescence est très bénéfique pour les Premières nations et le développement des communautés autochtones du pays. Dans l'ensemble, l'activité gazière et pétrolière sur les terres de réserve des Premières nations a été très vigoureuse tout au long de l'année 2007-2008. PGIC a répondu au défi en continuant de mettre l'accent sur la modernisation et sur le changement, et en axant ses actions sur quelques initiatives clés afin d'utiliser au mieux les ressources disponibles.

Il importe de souligner que 215 puits ont été forés sur les terres indiennes au cours de 2007-2008, soit le taux d'activité le plus important depuis quatre ans. Le montant des redevances et des loyers de concessions perçus par PGIC s'est chiffré à 13 millions de dollars comparativement à 14,3 millions pour l'exercice précédent, ce qui représente une très bonne performance. Les chiffres de production pétrolière et de redevances pétrolières percues pour le compte des Premières nations ont dépassé ceux de l'an dernier, augmentant de 14,4 millions pour passer à un chiffre total de 47,8 millions. Dans le cas de la production gazière et des redevances percues pour cette activité, les chiffres sont restés à peu près les mêmes que pour l'année précédente, pour un total perçu de 133,3 millions, soit une légère amélioration par rapport aux 133,0 millions réalisés en 2006-2007.

L'an demier, mon prédécesseur, Gregg Smith, avait souligné l'important fléchissement des redevances totales perçues pour le compte des Premières nations, situation qu'il avait attribuée à la chute des prix du gaz et au ralentissement induit de l'activité de production gazière. Mais cette année (2007-2008), le montant de redevances perçues est passé à 202,4 millions (en incluant 5,1 millions de fonds des droits fonciers issus de traité) comparativement à 189,5 millions pour l'exercice précédent.

Depuis quelques années, PGIC fait face à un problème de recrutement et de maintien de l'effectif, à l'instar de plusieurs organisations de l'industrie pétrolière et gazière. Le haut taux de roulement et la difficulté de trouver des ressources pour plusieurs créneaux d'emploi particulièrement en demande continuent de poser problème. Mais PGIC a fait beaucoup de progrès dans son programme de recrutement et de maintien de l'effectif, réussissant à doter plusieurs postes et poursuivant les efforts de planification de la relève en prévision des futurs départs à la retraite. Notre organisation est très consciente que ce qui fait sa force, c'est son capital humain. Cet enjeu est donc une importante préoccupation pour nous tous.

PGIC a poursuivi les travaux concernant son programme pluriannuel d'amélioration de ses processus opérationnels, afin de mieux servir les Premières nations bénéficiaires et les compagnies concessionnaires de droits pétroliers et gaziers. Les progrès réalisés sur les principales initiatives sont décrits dans les pages qui suivent.

L'un de nos principaux objectifs consiste à aider les Premières nations à prendre en charge le contrôle et la gestion des activités d'aménagement pétrolier et gazier sur les terres de réserve. Cet objectif comporte deux volets : la prise en charge au plan individuel de chaque Première nation concernée, et la prise en charge au plan institutionnel et collectif. L'établissement de la Loi sur la gestion du pétrole et du gaz et des fonds des Premières nations (LGPGFPN) en 2006 fut un moment décisif pour PGIC et pour les communautés autochtones participantes. Cette loi permet aux Premières nations de prendre en charge le

contrôle et la gestion de leurs ressources pétrolière et gazières ainsi que des recettes découlant de l'aménagement de ces ressources, si tel est le vœu de la communauté. Au cours de l'exercice, on a établi le Règlement sur l'évaluation environnementale liée au pétrole et au gaz des Premières nations, et PGIC a entrepris de mettre en œuvre la LGPGPNN et de préparer les codes, les mesures législatives et les ententes spécifiques afférentes, selon les besoins de chaque Premières nation concernée, travail que nous espérons terminer très bientôt. Les trois Premières nations participantes devraient pouvoir tenir leurs scrutins de ratification début 2009, et si le résultat est favorable, le transfert pourrait se faire au milieu de l'année

De concert avec le CRI, PGIC a entrepris cette année une importante initiative visant à moderniser la Loi sur le pétrole et le gaz des terres indiennes et je suis heureux d'annoncer que d'importants progrès ont été réalisés à ce sujet. L'équipe chargée du projet a soigneusement étudié et revu chaque proposition d'amendement et les membres du comité technique conjoint chargé de superviser l'entreprise se sont rencontrés périodiquement pour faire les dernières mises au point. Le règlement d'application sera revu séparément.

Revenir à la direction d'une organisation aussi dynamique et aussi progressive que PGIC est pour moi une grande source de satisfaction. Je suis très fier du personnel et de son dévouement à la prospérité des communautés autochtones, et je sais que tous sont comme moi heureux de voir les changements positifs qui sont en train de s'opérer dans l'aménagement des ressources pétrolières et gazières de nombreuses communautés autochtones. Nous amorçons l'année qui vient avec beaucoup d'optimisme et nous continuerons d'améliorer notre prestation en tant qu'organisme de service axé sur le client.

Strater Crowfoot Président-directeur général et directeur exécutif

Histoire de PGIC et législation liée

Le gouvernement fédéral est chargé d'un vaste ensemble de questions qui concernent les affaires autochtones et inuites et les affaires du Nord. Ce mandat découle en grande partie des lois en vigueur et des obligations prévues conformément à l'article 91 (24) de la Loi constitutionnelle de 1867. Le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien est l'organe chargé de l'exécution des obligations du gouvernement fédéral envers les Autochtones aux termes des traités, de la Loi sur les Indiens et des autres textes de loi concernés. La gestion des ressources naturelles situées sur les terres des Indiens, notamment le que et le pétrole, est visée par ces obligations.

L'exploration et l'exploitation des ressources pétrolières et gazières sur les terres de réserve des Premières nations sont des activités légiférées par la Loi sur le pétrole et le gaz des terres indiennes depuis l'année 1974, et auparavant par la Loi sur les indiens. En 1977, le Règlement sur le pétrole et le gaz des terres indiennes a été révisé et apporté sous la Loi sur le pétrole et le gaz des terres indiennes de la Loi sur les indiens. Le Règlement a été révisé de nouveau en 1995.

En 1987 était établi Pétrole et Gaz des Indiens du Canada, en remplacement de Ressources minérales des Indiens - Ouest, comme organe du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien voué à la gestion de l'exploitation des ressources pétrolières et gazières des terres indiennes et à la promotion des activités visant à aider les Premières nations à prendre en charge le contrôle de leurs propres ressources. En 1993, Pétrole et gaz des Indiens du Canada recevait le statut d'organisme de service spécial, pour accroître son foyer de client.

Désignation

Selon la Loi sur les Indiens, les Premières nations doivent approuver leurs terres de réserve pour l'exploitation pétrolière et gazière avant que ces terres puissent être louées à bail ou que des droits pétroliers et gaziers les concernant ne soient accordés. Ce processus s'appelle la désignation, dans le cadre duquel la Première nation « cède » les terres de facon non absolue à Sa Maiesté la Reine du chef du Canada par référendum. La Loi sur les Indiens présente les exigences et le processus de cession et de désignation. Les désignations en vue de l'exploitation pétrolière et gazière ont débuté dès 1887, mais la plupart d'entre elles ont eu lieu dans les années 40 et 50 lors de la hausse des activités d'exploitation de ces ressources à l'échelle nationale. Actuellement, environ 300 réserves indiennes sont désignées pour l'exploitation pétrolière et gazière.

Autorisations legales

PGIC continue de mener ses activités en conformité avec les dispositions :

- Loi sur le pétrole et le gaz des terres indiennes
- Règlement de 1995 sur le pétrole et le gaz des terres indiennes

Par ailleurs, PGIC opère conformément à des lois fédérales connexes, parmi lesquelles certaines dispositions des lois suivantes :

- La Loi sur les indiens
- La Loi canadienne sur l'évaluation environnementale
- Autres lois pertinentes

Conseil de cogestion de PGIC

Pétrole et gaz des Indiens du Canada (PGIC) est dirigé par un président directeur général/directeur exécutif qui fait partie du conseil d'administration. Le conseil a été créé en 1996 par la signature d'un protocole d'entente (PDE) entre le ministre des Affaires indiennes et le Conseil des ressources indiennes (CRI) pour gérer les opérations de PGIC. Le conseil se concentre sur des dossiers d'intérêt commun tels que les grands dossiers de PGIC, ses politiques, ses plans, ses priorités et ses ressources.

Le conseil de cogestion est composé de neuf membres, dont six sont nommés par le Conseil des ressources indiennes et trois par la Couronne. Deux membres font office de coprésidents, soit le président du CRI et le sous ministre adjoint, Services fonciers et fiduciaires, Affaires indiennes et du Nord Canada. À la fin de l'exercice, les coprésidents étaient le conseiller Errnol Gray, de la Première nation d'Aamjiwnaang de l'Ontario, président du CRI, et Mme Caroline Davis, la sous ministre adjointe.

Conseil des ressources indiennes

Porte-parole de plus de 130 Premières nations détenant des droits pétroliers et gaziers, le Conseil des ressources indiennes travaille de concert avec les gouvernements, les entreprises et les membres des Premières nations et leur donne des conseils afin qu'ils puissent profiter des débouchés et des possibilités d'emplois qu'offre l'industrie pétrolière et gazière.

En 1987, lorsque le CRI a été créé, sa fonction première était de suivre l'activité de l'organisme de services spécial Pétrole et aaz des Indiens du Canada. Au cours des années suivantes, cela a changé. Le mandat s'est élargi et le CRI a compris au'il pouvait avoir une plus grande influence sur les choses, qu'il pouvait occuper d'autres créneaux. Le CRI a recu la responsabilité de commencer à chercher des movens d'aider les gouvernements et les entités commerciales des Premières nations à développer leurs capacités de façon à ce qu'ils disposent des connaissances nécessaires pour exercer des fonctions de réalementation et exploiter les ouvertures économiques. En fin de compte, le CRI aide les Premières nations et leurs membres à gérer une plus grand partie des ressources de leurs réserves et de leurs terres traditionnelles, et ce faisant à développer leur autosuffisance économique. Le CRI participe à l'élaboration et à la mise en œuvre de programmes de création d'emplois et de formation ainsi qu'à l'établissement d'alliances entre les Premières nations et le secteur du pétrole et du gaz.

Le travail du CRI est fondé sur les principes suivants :

- Soutenir l'effort des Premières nations membres qui souhaitent assumer complètement la gestion et le contrôle de leurs ressources pétrolières et gazières
- Veiller à l'acquittement des responsabilités fédérales inscrites dans les traités conclus avec les Premières nations
- Coordonner la promotion d'initiatives avec les gouvernements fédéral et provincial ainsi qu'avec l'industrie et les autres groupes intéressés par le pétrole, le gaz naturel et les activités connexes, pour accroître les retombées économiques de l'exploitation des ressources pour les Premières nations.
- Favoriser le développement et l'utilisation des ressources humaines des Premières nations

Le CRI est dirigé par un président/PDG, M. Roy Fox, qui relève d'un conseil d'administration. Le conseil d'administration du CRI est composé de dirigeants élus de Premières nations de l'Alberta, de la Colombie Britannique, de l'Ontario, de la Saskatchewan et du Nouveau Brunswick. Le président actuel et le conseiller Errnol Gray, de la Première nation d'Aamjiwnaang de l'Ontario.

Pour de plus amples renseignements, visiter le site Web du CRI à www.IndianResourceCouncil.ca (en anglais seulement).

INITIATIVE CLÉ Gestion du pétrole et du gaz des Premières nations

Les trois Premières nations visées par le projet pilote prévoient tenir leurs scrutins de ratification en 2009 pour l'adhésion à la Loi sur la gestion du pétrole et du gaz et des fonds des Premières nations.

Contexte

Cette initiative, également désignée « projet pilote », a été lancée en 1994 dans le but de donner la possibilité aux Premières nations qui le souhaiteraient de prendre en charge la gestion de leurs ressources pétrolières et gazières. Au cours des dix dernières années, la tribu des Blood, la nation Siksika et la Première nation White Bear ont travaillé en étroite collaboration avec PGIC pour développer leurs capacités de gestion et pouvoir assurer la prise en charge de leurs ressources pétrolières et gazières.

Cette phase de développement a mis en lumière certains enjeux d'importance clé qui ont montré la nécessité d'établir une nouvelle mesure de loi habilitante avant qu'on n'entreprenne le transfert intégral des responsabilités en matière de gestion des ressources pétrolières et gazières. Les trois Premières nations concernées ont participé à part entière à l'élaboration de cette mesure législative qui comporte deux grands volets et qui s'intitule Loi sur la gestion du pétrole et du gaz et des fonds des Premières nations (LGPGFPN).

Le premier volet de la LGPGFPN porte sur la prise en charge par les Premières nations concernées des responsabilités de gestion de l'activité d'exploration et d'exploitation pétrolière et gazière assurées actuellement par Pétrole et gaz des Indiens du Canada (PGIC) ainsi que des revenus générés par cette activité. Le second volet permet aux Premières nations concernées de toucher et de gérer les fonds qui sont détenus ou qui pourraient être détenus pour celles-ci dans le Trésor fédéral. Une Première nation peut opter pour l'un ou l'autre ou pour les deux volets proposés.

Situation

La LGPGFPN a reçu la sanction royale en date du 25 novembre 2005 et est entrée en vigueur le 1° avril 2006. Deux règlements distincts ont depuis été élaborés pour établir les modalités d'application de cette loi : le règlement portant sur la votation, en vigueur depuis le 19 octobre 2006, régit la conduite des scrutins effectués auprès des membres des Premières nations concernées et les modalités d'autorisation par le Canada de l'adhésion d'une Première nation à la LGPGFPN; le règlement portant sur l'environnement, en vigueur depuis le 24 janvier 2008, porte sur les rôles et les responsabilités de chacun

concernant les évaluations environnementales effectuées sur les terres de réserve visées par la LGPGFPN.

Les trois Premières nations visées par le projet pilote ont presque terminé la formalisation des ententes requises et prévoient tenir leurs scrutins de ratification en mars 2009. Si leurs membres se prononcent en faveur de l'adhésion à la LGPGFPN, elles pourront prendre en charge la gestion intégrale de leurs ressources pétrolières et gazières dans les six à huit mois suivant le scrutin.

PGIC a prévu des critères d'adhésion et une politique de mise en œuvre de la LGPGFPN pour les autres Premières nations qui seraient intéressées et aptes à rallier celles du programme pilote qui se seront prononcées en faveur de l'adhésion à la LGPGFPN.

INITIATIVE CLÉ

Initiative de modernisation de la Loi sur le pétrole et le gaz des terres indiennes et du règlement connexe

Une version finale du texte de législation proposée pour moderniser la Loi sur le pétrole et le gaz des terres indiennes était prête à la fin de l'exercice financier 2007-2008.

L'exercice 2007-2008 a vu la continuation, en partenariat avec le Conseil des ressources indiennes (CRI), du projet de modernisation de la Loi sur le pétrole et le gaz des terres indiennes et du règlement connexe. Les changements proposés sont vastes et permettent de répondre aux besoins immédiats de la gestion quotidienne des ressources pétrolières et gazières des Premières nations en modernisant les régimes pétroliers et gaziers en vigueur. Les modifications proposées ont été élaborées sur consultation de la majorité des Premières nations productrices de pétrole et de gaz.

Au cours de l'exercice, les travaux ont été dominés par le processus de rédaction législative. Pour garantir que les Premières nations jouent un rôle actif et concret dans le processus, deux comités techniques mixtes (CTM) ont été créés pour exercer des fonctions très différentes. Le CTM n° 1 participe directement au processus de rédaction des changements à la Loi sur le pétrole et le gaz des terres indiennes et au règlement connexe. Ce comité fonctionne dans le cadre du processus législatif fédéral en faisant des commentaires sur les versions successives de la loi et du règlement qui lui sont soumises. Le CTM n° 2 opère surtout au niveau stratégique, en examinant notamment les options envisageables quant à la transformation de PGIC en une institution des Premières nations, entre autres choses. Ce comité se penchera également sur les questions de gouvernance pétrolière et gazière qui échappent au mandat du CTM n° 1 et qui sont considérées comme une

composante de base du processus de changements continus de la Loi sur le pétrole et le gaz des terres indiennes et du règlement connexe.

Au cours du processus de rédaction, les Premières nations membres des CTM et le CRI ont notamment exprimé des préoccupations au sujet de la proposition visant à inclure dans le texte de loi la possibilité d'incorporer par renvoi certaines lois provinciales. L'incorporation par renvoi est un mécanisme juridique qui permet de créer des nouvelles lois fédérales en renvoyant à des lois provinciales existantes. Le Canada propose d'utiliser cette technique pour garantir que les lois fédérales concernant la conservation du pétrole et du gaz, la protection de l'environnement et l'équité dans la production soient en vigueur et soient conformes à la législation provinciale. L'utilisation de cette technique juridique n'étend pas le champ de compétence des provinces aux terres ou ressources des Premières nations. Afin que les membres des Premières nations qui font partie des CTM soient pleinement informés de cette proposition, un atelier de deux jours a été organisé sur le thème précis de l'incorporation par renvoi.

Par ailleurs, la première étape du processus d'élaboration des règlements et des politiques nécessaires pour appuyer la nouvelle réglementation a consisté en un exercice détaillé de planification du processus.

En collaboration avec les membres du CTM no 1, plusieurs versions provisoires du texte de loi ont été élaborées en 2007-2008, et la dernière, produite à la fin de l'exercice, est considérée comme complète et prête à être soumise à l'examen des parlementaires en vue du dépôt devant la Chambre des communes.

INITIATIVE CLÉ Redevances avec certitude

PGIC a adopté une politique de déduction pour frais d'exploitation d'installation gazière, qui intègre une méthodologie de calcul des frais d'exploitation fondée sur les données existantes.

Contexte

Depuis un certain nombre d'années, PGIC négocie les redevances en tenant compte de la volonté des Premières nations de jouer un rôle plus actif dans l'activité pétrolière et gazière au fur et à mesure que celle-ci évolue. Le projet Redevances avec certitude consiste à trouver des moyens de simplifier le processus entourant les redevances négociées par PGIC tout en permettant aux Premières nations d'en retirer un avantage maximal.

Les deux principaux objectifs de ce processus de simplification sont d'accroître la certitude quant à la valeur des redevances perçues pour le compte des Premières nations, et de réduire les délais nécessaires pour obtenir ces valeurs.

Situation

Le projet se déroule en quatre étapes. Les deux premières étapes sont terminées : des marqueurs de prix pour le gaz naturel et pour divers produits ont été élaborés, sans que la chose se traduise par une perte de redevances pour les Premières nations. Ces marqueurs de prix sont utilisés dans la plupart des nouvelles ententes ainsi que dans les modifications aux ententes existantes lorsque les locataires et les Premières nations le désirent. Un groupe de travail pluridivisionnel de PGIC a été créé pour mener à bien les deux dernières étapes.

Au cours de l'exercice 2007-2008, le groupe de travail s'est penché sur la composante de la troisième étape : élaborer un modèle simplifié de déduction pour frais d'exploitation d'installation gazière. Après avoir analysé l'étude d'un consultant sur la déduction de PGIC pour frais d'exploitation d'installation gazière, PGIC a élaboré et adopté une politique sur la question qui intègre une méthodologie de calcul des frais d'exploitation fondée sur les données existantes. En l'absence de données sur les taux pratiqués dans le passé, un taux de 10 % de frais d'exploitation, en tant que pourcentage des frais d'immobilisations, sera utilisé.

Dans le cadre de la dernière étape du projet, PGIC a entrepris d'analyser les multiples variables influant sur les modèles de redevances normalisés. Pour cela, il a fallu tenir compte d'études antérieures sur les diverses structures de redevances existantes, analyser les répercussions, sur les baux des Premières nations, des changements récemment annoncés au régime de redevances de la province de l'Alberta, et enfin analyser l'orientation proposée des changements législatifs à la Loi sur le pétrole et le gaz des Indiens. Il a été recommandé de traiter dorénavant de la simplification des structures de redevances des Premières nations dans le cadre du processus législatif et réglementaire engagé. Ainsi, l'initiative Redevances avec certitude, sous sa forme actuelle est terminée.

INITIATIVE CLÉ Rationalisation du processus de perception des redevances

Au cours de l'exercice 2007-2008, l'accent a été mis sur le développement des politiques et du système concernant les nouveaux processus de gestion des déductions accordées pour le coût du gaz et la soumission électronique des données correspondantes.

Contexte

Le projet de rationalisation du système de redevances visait à

faire en sorte que les sommes perçues pour le compte des Premières nations soient comptabilisées le plus exactement possible et collectées avec le maximum d'efficacité. Il visait également à faciliter le calcul automatique des intérêts et à apporter certaines modifications importantes aux méthodes de traitement utilisées, notamment à instituer un système de déclaration des données utilisant des outils Internet.

Un examen des processus de gestion du système de redevances de PGIC a été effectué en 2003-2004. En juin 2004, PGIC s'était doté d'un nouveau modèle de fonctionnement, avec des règles, des procédures et des processus améliorés, notamment un protocole de soumission électronique. Un plan de mise en œuvre, étayé par un programme de formation et de gestion du changement bien documenté, a été proposé en mars 2005 et le système de soumission électronique des données de redevances a été mis en service dès le mois suivant (avril 2005).

Situation

Au cours de la récente année, l'accent a été mis sur le développement des politiques et du système concernant les nouveaux processus de gestion des déductions accordées pour le coût du gaz (DCG) et la soumission électronique des données correspondantes. Nous avons terminé trois des cinq phases du volet DCG de l'initiative et prévoyons avoir terminé pour la période de soumission 2007.

Nous avons également établi une politique de contrôle et de validation des volumes, dans le cadre d'un volet distinct. Nous avons entrepris de doter le système de fonctionnalités permettant de surveiller et de vérifier les données volumétriques soumises et de déterminer les cas nécessitant une validation plus poussée (examens ou audits « manuels », etc.).

Dans le cadre de l'initiative connexe portant sur l'automatisation du calcul des intérêts (système des comptes clients), un projet de facturation pour les années civiles 2004 et 2005 a été entrepris et devrait être terminé sous peu. Le projet consistait à envoyer des états de compte basés sur les activités de déclaration de redevances pour la période comprise entre janvier 2004 et décembre 2005 concernant une réserve indienne spécifique. À terme, un rapport mensuel faisant état de l'activité assujettie à des redevances et du montant des intérêts applicables sera préparé et envoyé aux compagnies concernées et un système de comptes clients sera établi pour clôturer les transactions.

Durant cet exercice, des lettres d'information ont été publiées pour tenir l'industrie au courant des changements apportés aux exigences de déclaration. Ces lettres et un guide de l'usager du système de soumission électronique sont disponibles sur le site Web de PGIC.

INITIATIVE CLÉ

Automisation des intérêts avec le système de comptabilisation des créances

Depuis que PGIC a automatisé la collecte des intérêts sur les paiements fonciers en retard, la proportion des paiements fonciers en retard a diminué de 51 p. 100.

Contexte

Pétrole et gaz des Indiens du Canada (PGIC) perçoit, pour le compte des Premières nations, de l'argent dû en rapport avec l'exploration et la production de leur pétrole et de leur gaz. Les sommes recueillies entrent dans les deux grandes catégories des revenus fonciers et des redevances, les revenus fonciers incluant entre autres les primes, les contreparties initiales et les loyers annuels. Les redevances sont perçues sur la production du pétrole, du gaz et des produits gaziers des Premières nations.

De l'intérêt est perçu sur les sommes versées en retard : des lettres sont envoyées aux entreprises concernées pour les informer des sommes en souffrance et de l'intérêt à verser en application du Règlement sur les intérêts et les frais administratifs.

Pour automatiser la collecte des intérêts sur ces fonds fiduciaires en retard dus aux Premières nations, PGIC est en train de mettre en place un système de comptabilisation des créances à l'intérieur de son Système de gestion des données sur les ressources (SGDR). Lorsque ce système sera terminé, des états de comptes à recevoir en rapport avec les revenus fonciers et les redevances seront automatiquement produits et envoyés aux entreprises. Un état séparé sera également fourni aux Premières nations. Le projet comporte deux étapes : les terres et les redevances.

Situation

L'élaboration du système des relevés fonciers est maintenant terminée et la distribution mensuelle des relevés fonciers a commencé en mai 2006. Cela s'est traduit par une amélioration de l'observation des règlements; en effet, les paiements sont généralement faits à l'avance et le nombre de paiements fonciers en retard a diminué de 51 %. Dans l'ensemble, les entreprises ont réagi positivement à cette initiative.

Les travaux se poursuivent à l'étape du projet concernant les redevances. Conjointement à l'initiative de simplification du processus des redevances, une collecte de renseignements a été entreprise pour commencer à définir les exigences liées à l'élaboration d'un relevé de redevances. Une liste d'enjeux concernant cette élaboration a été compilée et un cadre visant leur résolution a été créé. Certains des enjeux ont été réglés au cours de l'exercice financier.

Parc provincial des lacs Hay-Zama

Le chef de la Première nation Dene Tha', James Ahnassay, est fier du nouveau parc provincial que vient d'instituer l'Alberta, sous la désignation de « Hay-Zama Lakes Wildland Park ». Il espère que ce nouveau site naturel attirera les visiteurs du monde entier et qu'il contribuera à créer des emplois écotouristiques et à diversifier l'économie de la Première nation Dena Tha'

Le parc provincial des lacs Hay-Zama est situé à l'extrémité nord-ouest de l'Alberta, à environ 50 km au nord-est de Rainbow Lake. Il abrite un site marécageux d'intérêt international constituant une escale privilégiée pour les oiseaux migrateurs, et il se trouve sur la trajectoire de trois des quatre grandes routes migratoires d'Amérique du Nord. Le parc des lacs Hay-Zama abrite également un cheptel de six cents bisons des bois issu de la réintroduction (1984) de vingt-neuf individus dans le parc national Elk Island. Le bison des bois a été une espèce inscrite sur la liste des espèces en péril en Alberta.

Le parc couvre une superficie de 486 km2 et englobe près de cinq cantons, et il jouxte trois réserves indiennes de la Première nation Dene Tha': Zama Lake, Hay Lake et Amber River. Les Dene Tha' tirent leur principale source de nourriture de la faune terrestre, aquatique et aviaire abritée par le parc.

Un comité désigné « Hay-Zama Committee » a été établi en 1985 pour gérer l'aménagement du territoire qui allait devenir parc provincial. Le territoire concerné, tout comme les terres indiennes voisines, recèle des gisements de gaz et de pétrole. La Première nation Dene Tha' et Pétrole et gaz des Indiens du Canada sont représentés auprès du comité, de même que plusieurs groupes de conservation, l'industrie du gaz et du pétrole et le gouvernement de l'Alberta.

Le parc compte actuellement vingt-trois puits de pétrole en activité, dix puits de gaz et un puits de refoulement de l'eau. Des mesures de précaution spéciales sont prises par les compagnies pétrolières et gazières pour éviter que les têtes de puits ne soient trop près des zones immergées et pour protéger les zones écologiquement sensibles. Aucun nouveau forage ne se fera dans le parc et on prévoit que tous les puits existants seront déclassés et que les sites concernés seront remis en état d'ici 2017.

Le 28 mai 2008, une cérémonie inaugurant le nouveau parc provincial et annonçant son jumelage avec la Dalai Lake National Nature Reserve, en Chine, a été organisée à l'école de la Première nation Dene Tha', à Chateh (anciennement Assumption), dans la réserve indienne de Hay Lake. Parmi les personnes présentes se trouvaient les membres du comité, les membres de la Première nation ainsi que des représentants du gouvernement fédéral et du gouvernement provincial et des représentants de la réserve naturelle Dalai Lake National Nature Reserve.

Référence photographique : Anne-Marie Jackson, l'Edmonton Journal
Photo de deux pompes de pétrole situées dans le parc des lacs Hay-Zama au coin nord-auest de l'Alberta.



En vedette:

Compagnies pétrolières et gazières autochtones

Les Premières nations de l'Alberta et de la Saskatchewan étaient propriétaires de 20 compagnies pétrolières et gazières détenant des concessions souterraines sur les terres de réserve indienne.

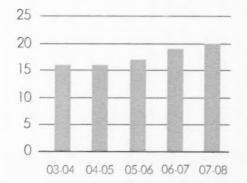
Plusieurs Premières nations ont créé leurs propres compagnies pétrolières et gazières afin d'être davantage partie prenante dans les activités de l'industrie et de récolter des bénéfices allant au-delà de la simple perception de redevances.

À la fin de l'exercice 2007-2008, les Premières nations de l'Alberta et de la Saskatchewan ont possédé 20 compagnies pétrolières et gazières avec des concessions souterraines sur les terres de réserve indienne. Typiquement, ces compagnies détiennent des baux sur les terres de leurs propres Premières nations et n'opèrent pas, mais elles participent avec les autres compagnies pétrolières et gazières.

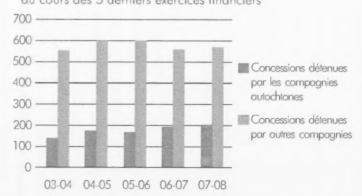
Situation à la fin de l'exercice 2007-2008

	Alberta	Sask.	Total
Nombre de compagnies autochtones détenaient			
des concessions souterraines sur les terres de réserve	15	5	20
Nombre de concessions souterraines	132		203
La superficie de ces concessions souterraines (hectares)	92 600	28 600	121 200

Nombre de compagnies autochtones détenaient des concessions souterraines sur les terres de réserve indienne au cours des 5 derniers exercices financiers



Nombres de concessions souterraines détenues par les compagnies autochtones et autres compagnies sur les terres de réserve indienne au cours des 5 derniers exercices financiers





Carte du bassin sédimentaire de l'Ouest canadien montrant les réserves indiennes productrices de pétrole et/ou de gaz

Le bassin sédimentaire de l'Ouest canadien est la plus région prolifique en hydrocarbures au Canada, puisqu'on y trouve la grande majorité des ressources de pétrole brut et de gaz naturel. La carte montre les limites approximatives du bassin sédimentaire de l'Ouest canadien.

Les zones intérieures au bassin sont potentiellement productrices. Les zones extérieures n'ont pas de potentiel maintenant ni dans un avenir prévisible.

Les sept régions riches en hydrocarbures du Canada KALAALLIT N (DENMA ALASKA (États-Unis d'Amérique) TERRITOIRE DU YUKON NUNAVUT TERRITOIRES DU NORD-OUEST COLUMBIE BRITANNIQUE MANITO Les sept régions riches en hydrocarbures du Canada sont les régions du Canada qui sont composées de roche sédimentaire, le type de roche susceptible de contenir du pétrole et du gaz naturel. ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Légende TAAL Réserve indienne Régions riches en hydrocarbures : Marge pacifique Bassin intramontagneux Bassin sédimentaire de l'Ouest canadien Marge arctique Bouclier arctique Bouclier oriéntal Marge atlantique TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR

Pétrole et gaz des Indiens du Canada est l'organisme chargé de la gestion des ressources pétrolières et gazières situées sur les terres de réserves indiennes désignées ou cédées du Canada.

Le Canada compte environ 3 000 réserves indiennes, dont la grande majorité sont situées au sud du 60e parallèle.

Conformément à la Loi sur les Indiens, les ressources pétrolières et gazières des terres de réserves indiennes ne peuvent être exploitées qu'après avoir été spécifiquement désignées à cette fin. À l'heure actuelle, il existe 300 désignations de cette nature concernant des terres indiennes de la Colombie-Britannique, d'Alberta, de la Saskatchewan, du Manitoba et de l'Ontario, et concernant une réserve des Territoires du Nord-Ouest.

Opérations

PGIC comporte quatre secteurs distincts chargés de réglementer respectivement la prospection et l'exploitation des ressources pétrolières et gazières des Premières nations. Le secteur de la Haute direction est chargé des activités de planification et d'orientation de l'organisme dans son ensemble, d'élaboration des politiques, de gestion du Projet pilote et de communication, ainsi que des services exécutifs et juridiques généraux. Le secteur des Terres délivre et administre les ententes sur les terres des Premières nations. Le secteur de la Production exerce un suivi des activités de production menées sur les terres des Premières nations et veille à ce que les redevances soient perçues comme il convient. Le secteur de la Planification et des Services ministériels est chargé de la planification des services ministériels, des finances, de l'administration et des ressources humaines.

Haute direction

Ce secteur, qui relève du Président directeur général, a les responsabilités suivantes :

- Établir les orientations et les stratégies d'entreprise
- Mettre à exécution les directives du Conseil de direction de PGIC
- Élaborer les politiques opérationnelles (y compris les modifications à apporter à la législation et aux règlements) et mener des consultations
- Communications et les services exécutifs
- Gérer le Projet pilote

Groupe de la Politique opérationnelle

- Élaborer la stratégie opérationnelle
- Appuyer l'adoption d'un nouveau texte de loi, en l'occurrence, la Loi sur la gestion du pétrole et du gaz et des fonds des Premières nations
- Faire progresser les modifications proposées de la Loi sur le pétrole et le gaz des terres indiennes et du Règlement de 1995 sur le pétrole et le gaz des terres indiennes
- Obtenir des parties intéressées des données à verser aux processus ci-dessus

Groupe de l'Initiative pilote

- Gestion et soutien de l'Initiative de gestion du pétrole et du gaz des Premières nations (désignée « projet pilote »)
- Liaison entre PGIC, les Premières nations participant au projet pilote et les autres secteurs du gouvernement
- Gestion des séances de consultations requises pour faire avancer l'initiative

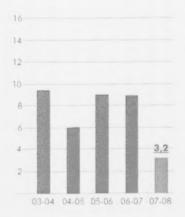
Communications et services exécutifs

- Veiller à ce que l'information soit communiquée aux Premières nations, aux compagnies pétrolières et gazières, au public et au gouvernement
- Élaborer et rédiger des notes d'information sur les dossiers touchant PGIC, à l'intention des hauts dirigeants du MAINC et de PGIC ainsi que du ministre du MAINC
- Préparer des plans de communication, des stratégies et des rapports pour l'organisme (notamment le rapport annuel) ainsi que la correspondance relative aux activités de PGIC
- Entretenir le site Internet externe de PGIC, www.pgic.gc.ca

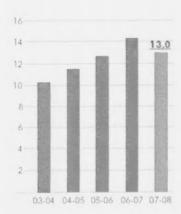
Terres

Le secteur des Terres comprend trois groupes : Négociations et marchés et administration relatifs aux terres souterraines; environnement; recherche et surface.

Recettes des primes perçues au nom des Premières nations (millions \$)



Recettes des indemnités et des loyers perçues au nom des Premières nations (millions S)



Groupe des négociations et des marchés relatifs aux terres souterraines

Fonctions de négociations

- Déterminer les possibilités d'aliénation, les développer et les faire valoir auprès des Premières nations, dans l'intention de promouvoir et d'accroître les activités d'exploration et d'exploitation des ressources pétrolières et gazières des Premières nations
- Évaluer les propositions des compagnies intéressées en fonction de la politique d'aliénation de PGIC
- Aider les Premières nations à s'entendre avec les compagnies en mettant des services de négociation et de facilitation spécialisés à la disposition du processus de négociation
- Fournir de l'information sur les tendances en matière de baux tréfonciers, les prix de vente et les politiques connexes à tous les intéressés
- Donner des conseils aux Premières nations touchées par les droits fonciers issus de traités (DFIT), et travailler avec divers ministères fédéraux et provinciaux et avec l'industrie pour faciliter la mise en œuvre du processus connexe

Au cours de l'exercice 2007-2008, 25 ententes d'exploitation souterraine d'une superficie totale de 52 000 hectares ont été négociées (permis et baux). De plus, il y a de plus eu la négociation de 18 modifications des ententes d'exploitation souterraine existantes durant l'année. Environ 25 négociations étaient en cours à la fin de l'exercice.

Ces négociations ont permis à PGIC de recueillir près de 3,2 millions de dollars en primes pour le compte des Premières nations durant l'exercice.

Le personnel des négociations a également participé activement à une initiative importante de PGIC, Redevances avec certitude, dont le but est de trouver des moyens de simplifier les redevances négociées de PGIC. De plus, ce groupe a aidé les Premières nations concernées par la Loi sur la gestion du pétrole et du gaz et des fonds des Premières nations à se préparer au transfert potentiel depuis PGIC de la gestion et du contrôle des ressources pétrolières

et gazières. Le personnel continue aussi de chercher des solutions au problème de l'augmentation de la charge de travail résultant du volume important d'opérations régulières ainsi que de la multiplication des rôles et des responsabilités concernant les DFIT.

Fonctions des marchés et de l'administration relatifs aux terres souterraines

- Rédiger les ententes pétrolières et gazières ainsi que leurs modifications subséquentes, et veiller à leur signature, en conformité des modalités et conditions négociées et de la réglementation fédérale.
- Surveiller et vérifier l'acquittement des obligations contractuelles.
- Administrer les ententes pétrolières et gazières d'exploitation souterraine pendant leur durée de vie, y compris la gestion des engagements financiers (à l'exclusion des redevances) et les comptes d'attente de la Première nation concernée

Au cours de l'exercice 2007-2008, le personnel des marchés et de l'administration relatifs aux terres souterraines a géré 18 modifications d'ententes d'exploitation souterraine et émis 25 ententes d'exploitation souterraine négociées. Le personnel a également assuré 8 sélections de baux, dans le cadre desquels les concessionnaires ont sélectionné des zones de permis à convertir en baux. Un permis donne au concessionnaire le droit d'explorer des terres, mais n'autorise pas la production de pétrole et de gaz, tandis qu'un bail lui accorde un droit de production. Le personnel a fait le traitement de 134 prolongations de baux (les baux normaux ont une durée de cinq ans). Il y a eu 25 ententes qui ont expiré ou qui ont été annulées. À la fin de l'exercice, le groupe administrait environ 768 ententes d'exploitation souterraine d'une superficie totale de 468 000 hectares, comparativement à environ 750 ententes et 500 000 hectares à la fin de l'année financière précédente.

De plus, le personnel a supervisé l'application de 160 ordonnances d'exécution envoyées par la division de la Production au cours de l'année. Conformément au Règlement de 1995 sur le pétrole et le gaz des terres indiennes, PGIC peut délivrer une ordonnance d'exécution lorsqu'un détenteur de contrat n'a pas versé un montant prévu par le contrat, par exemple un loyer,

ou n'a pas respecté certaines conditions précises du contrat ou le Règlement de 1995 sur le pétrole et le gaz des terres indiennes. Le personnel a également traité 75 cessions de contrat entre entreprises, des changements de raisons sociales et des fusions concernant 574 ententes, et des changements d'adresses d'entreprises concernant 533 ententes.

Le personnel des marchés et de l'administration relatifs aux terres souterraines continue de participer activement à deux initiatives clés : l'automatisation des intérêts avec le système de comptabilisation des créances, et la mise en œuvre de la LGPGFPN, en aidant les Premières nations concernées par cette loi.

Fonctions du groupe de l'environnement

- Veiller à ce que toutes les installations et activités pétrolières et gazières de surface, y compris les activités d'exploration sismique et de construction liées aux baux de surface, les routes d'accès et les droits de passage pipeliniers, fassent l'objet d'une évaluation environnementale comme le requiert la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale
- Imposer des conditions de protection de l'environnement pour que les entreprises pétrolières et gazières se conforment à la législation du gouvernement fédéral et de la province.
- Examiner les vérifications environnementales et effectuer si nécessaire des inspections sur place des installations en surface pour s'assurer que l'industrie respecte les ententes d'activités en surface
- Fournir de l'information et de l'aide aux Premières nations, aux représentants de l'industrie et aux autres intéressés
- Faire des inspections avec les Premières nations et l'industrie pour vérifier si les remises en état sont adéquates avant que soit effectuée la renonciation des ententes sur la surface

Durant l'exercice 2006-2007, le personnel de l'environnement a lancé et achevé 256 évaluations environnementales en vertu de la LCÉE et examiné 627 vérifications environnementales. Le personnel a effectué 61 inspections sur le terrain des travaux de remise en état, inspections nécessaires pour que PGIC accorde une renonciation de contrat. Le personnel a également fait sur le terrain les inspections nécessaires pour établir le

degré de conformité aux modalités et conditions environnementales.

Le groupe de l'environnement a préparé une nouvelle procédure appelée Exigences en matière de vérification environnementale concernant les droits de passage de pipeline. Les procédures de ce genre et les formulaires connexes sont disponibles sur le site Web de PGIC à www.pgic.gc.ca. De plus, les modèles de lettre de conditions (LCÉE) ont été revus et mis à jour.

Ensuite, le groupe continuera principalement de mettre à jour et de produire des lettres d'information et des procédures. Dans le cadre de l'initiative clé sur les Obligations légales de la division de la Gestion des terres, l'unité de l'Environnement a été chargée d'élaborer et de mettre en œuvre un cadre de vérification environnementale et un cadre de gestion des remises en état de terres et des renonciations. L'unité s'attend à ce que le cadre de vérification environnementale soit élaboré et opérationnel d'ici la fin de l'exercice 2008-2009.

Groupe de la recherche et des activités de surface

Fonctions de surface

- Rédiger les ententes sur la surface ainsi que leurs modifications subséquentes, et veiller à leur signature, en conformité des modalités et conditions négociées et de la réglementation fédérale
- Administrer toutes les ententes sur la surface pendant qu'elles sont en vigueur, y compris les engagements financiers, les examens des loyers, les cessions et les renonciations
- Collaborer avec les Premières nations et l'industrie et leur offrir de la formation au sujet des aspects environnementaux des droits relatifs aux activités en surface liées aux opérations pétrolières et gazières en amont

Au cours de l'année, le personnel des activités de surface a établi 228 ententes sur la surface (sans compter les ententes aux termes de la Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux (LIFBRF). Cela incluait 136 baux de superficie et 92 droits de passage pour installer des pipelines, en outre, 12 licences d'exploration pour effectuer des tirs

sismiques ont été délivrées. À la fin de l'exercice 2007-2008, le personnel avait administré 4 298 ententes sur la surface actives et en suspens, dont 2 940 baux de superficie; cela comprend 169 nouvelles ententes aux termes de la LIFBRF. À la fin de l'exercice, le groupe gérait 4 009 ententes, notamment 2 753 baux de superficie.

Au cours de l'exercice, l'accent a été mis sur la réduction des montants en souffrance. À la fin de l'exercice, les montants en souffrance concernant les ententes de surface avaient été réduit de moitié environ, pour se fixer à un peu plus de 800 000 dollars.

Fonctions de la recherche

- Vérifier les titres fonciers et le statut minier des terres et des anciennes terres de réserves indiennes avant l'aliénation de droits.
- Vérifier les titres fonciers et la superficie louée par toutes les parties (peut comprendre l'examen de titres concernant des terres situées à l'extérieur des réserves) afin de veiller à ce que la surface unitaire de production soit complète et pour y déterminer la participation des Premières nations à des fins de mise en commun
- Fournir le statut des titres miniers des terres et des anciennes terres de réserves indiennes dans le but de surveiller les activités, les revendications territoriales, les droits fonciers issus des traités, et les litiges

Au cours de l'exercice 2007-2008, le secteur de la recherche a perdu ses deux employés, dont l'un a dû être remplacé au milieu de l'exercice. Il a fallu consacrer des efforts à la formation, en particulier dans le domaine du regroupement. Dans ce processus de regroupement, les Premières nations ont des droits exclusifs sur de nombreuses unités d'espacement et des droits partiels sur d'autres. Lorsque les terres d'une Première Nation constituent un intérêt partiel, elles sont regroupées avec d'autres terres de l'unité d'espacement en fonction de la superficie et le pourcentage de la production du puits qui revient à la Première Nation est déterminé.

Nouveaux permis d'explo	oitation souterraine en 2007-2008*	
Première nation	Societé	Surface cédée (hectares)
Loon River Cree (AB) Louis Bull (AB) Tsuu T'ina Nation (AB)	Harvest Operations Corp. Maverick Oil & Gas Ltd. Tsuu T'ina Energy Corporation	1 069,37 1 887,83 3 200,00
Total		6 157,20
Nouvelles concessions so	uterraines à bail en 2007-2008	
		Surface cédée

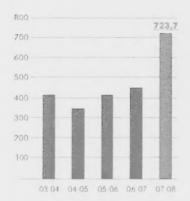
Première nation	Societé	Surface cédée (hectares)
Alexander (AB)	Wrangler West Energy Corp.	256,00
Bigstone Cree Nation (AB)	Bronco Energy Ltd.	10 801,74
Blood (AB)	Bowood Energy Corp.	510,30
Horse Lake First Nation (AB)	Tusk Energy Corporation	3,09
Kehewin Cree Nation (AB)	Kehewin Resources Ltd.	3 440,70
Little Pine (SK)	Blue Hill Energy Inc.	392,25
Montana (AB)	Rockyview Energy Inc.	512,00
Samson (AB)	Rockyview Energy Inc.	59,20
Stoney (AB)	Petro-Canada	1 024,00
Tsuu T'ina Nation (AB)	Tsuu T'ina Energy Corporation	256,00
Total		17 255,28

^{* 3 480,09} hectares de terres visée par des permis ont été convertis en 8 baux au cours de cette periode.

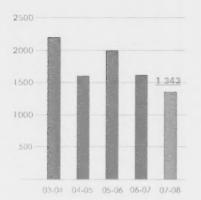
Production

La division de la production comprend trois groupes distincts : Génié/géologie, redevances et informatiques.

Production de pétrole sur les terres des Premières nations (milliers du mètres cubes)



Production de gaz sur les terres des Premières nations (millions du mètres cubes)



Fonctions du groupe génie/géologie

- Assurer la conformité volumétrique, le contrôle de la production, l'évaluation économique et l'étude des gisements
- Fournir une évaluation technique dans le cadre de l'examen et du traitement des baux à la fin de leurs périodes de validité initiales et subséquentes

Activités de conformité :

- Veiller à ce que les volumes de production soient mesurés avec exactitude et déclarés correctement, et inspecter l'équipement de production situé dans les réserves pour s'assurer qu'il est utilisé de facon écologique
- Surveiller les activités de forage et l'état des puits situés près des réserves pour repérer les situations où les ressources pétrolières et gazières des Premières nations risquent d'être exploitées sans autorisation, et prendre les mesures appropriées pour réduire ce risque
- Veiller à ce que tous les documents requis soient fournis par les titulaires de permis et les détenteurs de concessions, conformément au Règlement de 1995 sur le pétrole et le gaz des terres indiennes, en matière de forage, d'entretien et d'abandon de puits pour lesquels une Première nation reçoit des redevances
- Examiner les demandes techniques de diverses natures déposées par les entreprises auprès des organismes de réglementation provinciaux et susceptibles d'avoir des répercussions sur les terres des réserves des Premières nations

Durant l'exercice 2007-2008, PGIC a reçu 76 avis de demande/avis d'audiences des organismes de réglementation de l'Alberta et de la Saskatchewan au sujet d'activités de forage et d'exploitation. Six de ces demandes concernaient des secteurs situés dans des terres sur lesquelles les Premières nations détiennent des droits; le personnel technique les a examinées.

De plus, 215 puits ont été forés (plus un en cours de forage à la fin de l'exercice) dans 18 réserves indiennes en Alberta et quatre réserves en Saskatchewan. Le 31 mars 2008, il y avait 105 puits de pétrole, 72 puits de gaz, huit puits abandonnés et 30 puits tubés. Un grand nombre des puits tubés seront classés en tant que puits de pétrole, puits de gaz ou puits abandonnés dans les mois à venir. L'industrie du pétrole et du gaz a investi 86,8 millions de dollars dans le forage de ces puits. En tout, 236 kilomètres de puits ont été forés.

Activités d'étude des gisements :

- Établir des prévisions de recettes annuelles pour les Premières nations et les bureaux régionaux, à des fins de budgétisation
- Évaluer des baux pétroliers et gaziers pour décider de leur reconduction
- Assurer le traitement des demandes d'abandon de puits et de conversion de puits à des fins d'évacuation des eaux, d'injection de liquides ou d'utilisation comme puits d'observation
- Conseiller les Premières nations sur les données économiques fournies par les entreprises à l'appui de leurs propositions de mise en valeur de leurs terres
- Évaluer les volumes de pétrole et de gaz récupérables gisant sous les réserves indiennes et tenir des registres à jour de cette information (ce qu'on appelle l'inventaire des ressources en hydrocarbures)

En tout, 174 demandes de reconduction de bail ont été traitées durant l'exercice 2007-2008. Des baux portant sur environ 75 000 hectares de terres ont été renouvelés; des baux portant sur quelque 24 000 hectares ont été annulés. Les terres non renouvelées peuvent de nouveau faire l'objet d'un bail.

Durant l'exercice, l'abandon de quatre puits a été approuvé. À la réserve indienne de Sucker Creek, un puits horizontal a été converti en puits d'injection d'eau dans le cadre d'un projet pilote concernant ce type d'injection. Selon l'exploitant, au moment de la rédaction du présent rapport, la production de pétrole réagissait bien à l'injection d'eau dans ce gisement de pétrole lourd.

De plus, Bronco Energy a terminé la construction de son installation pétrolière à la réserve indienne de Wabasca no 166. Cette installation sert à séparer le pétrole et l'eau qui proviennent d'un gisement dans lequel se trouve du pétrole très lourd dans la région des sables bitumineux d'Athabasca. L'entreprise prévoit maintenant modifier sa méthode de production en injectant un polymère avec l'eau. Cette pratique a été adoptée ailleurs dans la région, sur des terres publiques provinciales. Elle consiste à épaissir le fluide injecté ou qui servira au déplacement, ce qui permet une meilleure récupération du fluide déplacé, c.-à-d. le pétrole. De plus, suite aux activités exhaustives de forage qui ont eu lieu ces deux dernières années, un

gisement de pétrole a été cartographié ailleurs sur les terres de réserves de la nation Bigstone Cree; il se trouve dans une formation moins profonde et contient un type de pétrole moins mobile, c.-à-d. plus visqueux. Il se peut que la récupération du pétrole dans cette formation se fasse en appliquant une méthode de récupération thermale, telle que l'injection de vapeur dans la formation. Le détenteur de concession étudie actuellement cette idée.

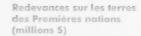
Fonctions du groupe redevances

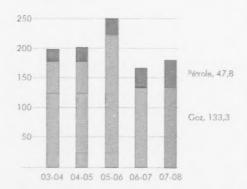
- Veiller à la collecte exacte des redevances et au rapprochement ultérieur des comptes
- Communiquer les résultats du processus de rapprochement aux Premières nations et aux entreprises pour régler les écarts
- Surveiller la collecte des redevances concernant les terres visées par des droits fonciers issus de traités en Saskatchewan
- Vérifier les données communiquées pour s'assurer qu'elles sont exactes et complètes
- Veiller à ce que les déclarations électroniques de redevances, documents connexes à l'appui, soient faites tous les mois par les entreprises
- Faire régulièrement des évaluations des redevances mensuelles à verser
- Veiller à ce que soient bien reçues les demandes d'allocations pour coûts d'activités gazières et approuver les montants à déduire des redevances
- Régler les trop-perçus et les paiements insuffisants de redevances dans des délais adéquats
- Procéder à des examens et à des inspections des installations et sur place, selon les besoins, pour s'assurer que les réclamations et déductions sont conformes aux règlements et directives établis
- Déterminer quelles entreprises doivent faire l'objet d'examens concernant les prix, les volumes et les demandes d'allocations pour coûts d'activités gazières
- Familiariser les Premières nations avec les processus des redevances, y compris aider à former des Premières nations du projet pilote pour qu'elles soient en mesure d'assurer le suivi des redevances et d'élaborer des rapports de gestion
- Assurer la formation du personnel des entreprises en matière de communication précise des redevances

Durant l'exercice 2007-2008, le personnel du groupe Redevances gérait plus de 3 000 entités génératrices de redevances et 550 demandes d'allocation pour coûts J'activités gazières. La somme de 2,6 millions de dollars a été recueillie sur la base de 12 examens concernant neuf réserves indiennes et neuf entreprises. De ces examens, dix concernaient l'établissement du prix du gaz et/ou du produit, quatre les allocations pour coûts d'activités gazières, et cinq l'établissement du prix du pétrole.

Fonctions du groupe informatique

- Gérer le réseau local et les systèmes de données de l'organisme utilisés par PGIC
- Fournir un soutien pour les logiciels de l'organisme (finances, traitement de texte, tableurs, logiciels graphiques, etc.)
- Fournir les ressources en TI utilisées par PGIC





Augmentation des cours du pétrole et du gaz au cours de l'exercice 2007-2008

Cours du pétrole brut

Les cours mondiaux du pétrole ont connu une housse spectaculaire en 2007 et en 2008. En janvier 2007, la moyenne mensuelle du cours du baril enregistrée sur le NYMEX pour le light sweet crude a atteint les 54,18 \$US. En décembre 2007, le prix était passé à 91,62 \$US et en mars 2008 à 105,42 \$US.

Cette montée en flèche des cours du brut a plusieurs raisons. La faible marge relative entre l'offre et la demande en est une, la demande ne cessant d'augmenter alors que le taux de disponibilité a commencé à fléchir. De plus, la baisse du cours du dollar US ayant induit une augmentation du pouvoir d'achat des acheteurs de brut (qui se transige généralement en dollars US), l'OPEP a voulu éviter une chute des cours en augmentant ses prix. Une autre raison est l'impact financier induit par le risque géopolitique produit par des événements comme les essais de missiles iraniens et l'instabilité politique iraquienne. Enfin, il faut savoir que la spéculation a certainement contribué à doper la tendance haussière des cours du brut.

Mais le cours du baril devrait se stabiliser à la barre des 115 \$US (ou plus) jusqu'à la fin de l'année 2008, pour connoître une légère augmentation en 2010.

Prix du aaz naturel

En décembre 2005, le cours du gaz naturel a grimpé à 11,88 \$/gigajoule (\$CAN), en raison principalement de l'effet Katrina sur les réseaux de distribution. Les prix ont connu une baisse soudaine après la remise en service des plates formes de forage du golfe du Mexique, qui avaient été fortement endommagées par l'ouragan. Depuis le milieu de l'année 2006, les cours du gaz naturel étaient restés relativement stables, malgré quelques variantes saisonnières.

Mais récemment, le cours a commencé à augmenter, le prix de référence AECO « C » grimpant à 6,1341 \$/gigajoule en décembre 2007, pour atteindre les 8,72 \$/gigajoule en mars 2008.

Cette récente augmentation s'explique d'une part par le déclin des approvisionnement en provenance de l'Ouest canadien, qui a induit une augmentation des stockages, et d'autre part par l'augmentation des volumes de gaz liquide importés à prix fort par les États-Unis au début de 2008.

Cela dit, les cours canadiens (et américains) du gaz naturel ont déjà commencé à fléchir et les prévisions pour la seconde moitié de l'année indiquent une augmentation des approvisionnements à destination des États-Unis et une légère baisse de cours, tendance qui devroit se prolonger jusqu'en 2009.

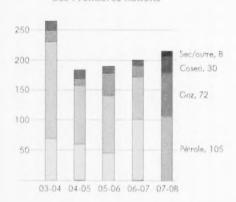
Puits forés sur les terres des Premières nations au cours de l'exercice 2007-2008

	N	ombre	de	puits	fores
--	---	-------	----	-------	-------

		INOILID	re de puits	rores	
Réserve	Pétrole	Gaz	Tubés	Aban.*	Total
Alexander #134, AB	0	0	0	1	1
Alexis #133, AB	0	0	1	0	1
Beaver Lake #131, AB	0	3	0	1	4
Carry the Kettle #76-33, SK	0	31	0	0	31
Cold Lake #149, AB	2	0	0	0	2
Hay Lake #209, AB	2	1	1	0	4
Kopowe'no #230, AB	1	0	0	0	1
Little Pine #116, SK	5	0	0	0	5
Louis Bull #138B, AB	1	4	1	0	6
Loon Lake #235, AB	2	0	3	0	5
O'Chiese #203, AB	0	4	0	0	4
Onion Lake #119-1, SK	44	1	2	0	47
Puskiakiwenin #122, AB	3	0	1	0	26
Samson #137, AB	0	3	1	0	-4
Seekaskootch #119, SK	4	0	4	0	8
Siksika #146, AB	0	23	0	0	23
Stony Plain #135, AB	0	0	1	1	2
Sunchild #202, AB	0	2	0	0	2
Unipouheos #121, AB	16	0	0	0	16
Wabamun #133A, AB	0	0	1	1	2
Wabasca #166, AB	25	0	14	3	42
Wabasca #166D, AB	0	0	0	1	1
Total	105	72	30	8	215

* Abandonné

Puits forés sur les terres des Premières nations



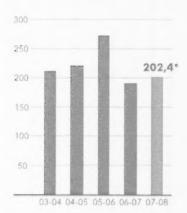
serves	indieni	ies av	ecila a	roduc	lion de	pétrole
					CARRE	2020
DID DE	gaz au	COURS	REPRESE	KELKATAN	BEAULUE &	2008

Province	Secteur de traité	Nombre o réserves indienne

Planification et services ministériels

La Direction de la planification et des services ministériels (PSM) a pour rôle principal de fournir des services liés à la politique administrative et aux secteurs des ressources humaines, des finances, des marchés et de l'administration. Elle est également chargée de gérer et de coordonner les activités de planification de l'organisation (plan de gestion) et d'agir comme secrétariat pour les activités du conseil de cogestion de PGIC.

Total recettes perçues au nom des Premières nations (millions \$)



 Le total de l'exercice financier 2007-2008 inclut 5,1 millions de fonds des droits fonciers issus de traité, perçus et payés à la province de Saskatchewan.

Fonctions du secteur des ressources humaines

- Administration des activités de ressources humaines dans le cadre du statut d'employeur distinct
- Planification des ressources humaines
- Recrutement et dotation
- Relations de travail
- Rémunération et avantages sociaux
- Formation et perfectionnement
- Classification

Au cours de l'exercice, le programme de gestion du rendement a été réétudié et il permet maintenant d'avoir une meilleure idée des exigences de rendement et de prestation des employés. Le nouveau programme prévoit une prime au rendement pour les employés qui ont atteint le plafond de leur échelle salariale et qui ont été cotés pleinement satisfaisants lors de l'évaluation annuelle.

À la fin de l'exercice, PGIC avait un effectif de 77 personnes à temps plein, dont 73 activement en poste. Une proportion de 47 p. cent du personnel est d'origine autochtone.

Fonctions du secteur des marchés et de l'administration

- Administration des marchés
- Gestion des dossiers et de l'information
- Gestion des installations
- Achats
- Sécurité
- Traitement des demandes d'accès à l'information
- Tenue d'un centre de documentation

Au cours de l'exercice 2007-2008, PGIC a passé pour 3,1 millions de dollars en contrats de services et d'achats pour ses activités de gestion pétrolière et gazière.

Fonctions du secteur des finances

- Prestation de services financiers concernant les activités de comptabilité, les systèmes financiers, les enveloppes budgétaires, les rapports sur les écarts de gestion et le financement des Premières nations qui font partie du projet pilote de gestion des ressources pétrolières et gazières
- Administration du budget décentralisé de PGIC
- Perception et traitement des primes, loyers et redevances à verser aux comptes fiduciaires des Premières nations (Système ministériel de gestion du fonds fiduciaire) par le biais du système de gestion des données sur les ressources de PGIC

Au cours de l'exercice, un montant de 202,4 millions de dollars a été perçu pour le compte des Premières nations, dont 5,1 millions au titre des concessions ou loyers exigibles en vertu des droits fonciers issus de traité.

En outre, des améliorations ont été apportées aux systèmes subsidiaires de gestion des terres et des finances, les schémas de principe des processus en place ont été mis à jour et on a entrepris la formalisation des critères de déclaration pour le système des redevances.

Pénurie de main-d'œuvre

La vigueur de l'industrie pétrolière et gazière a entraîné une pénurie de main-d'œuvre en Alberta. De nombreuses compagnies, en particulier celles du secteur pétrolier et gazier, ont réagi à cette situation en augmentant les salaires et en bonifiant les avantages sociaux qu'elles proposent pour attirer des travailleurs d'autres compagnies ou secteurs, voire d'autres provinces ou pays.

Pétrole et gaz des Indiens du Canada n'a pas échappé à cette situation et a eu des difficultés considérables à combler ses besoins en personnel technique et professionnel, en particulier ses postes d'ingénieurs, d'agents/négociateurs de droits fonciers, d'analystes des contrats et de spécialistes de l'environnement. Ces professions continuent, et continueront sans doute dans l'avenir prévisible, de faire l'objet d'une forte demande.

Pétrole et gaz des Indiens du Canada réagit à cette situation en se dotant de nouvelles politiques de recrutement et de fidélisation de l'effectif en place : élargissement à l'échelle nationale de la zone de concours pour les postes de niveau intermédiaire et supérieur; recrutement de jeunes diplômés dont on assurera la formation et le perfectionnement; mesures d'incitation destinées à fidéliser les employés en place. Nous nous employons enfin à rationaliser nos activités pour être plus efficaces et être mieux à même de gérer les problèmes de charge de travail et de sous-effectif.

Opérations financières 2007-2008

Financement - Dépenses, contributions (et transferts		11 677 532 \$
Dépenses			
Salaires		6 506 114 \$	
Opérations et entretien			
Services de gestion des stocks	74 210		
	25 575		
Négociations (disposition et modification)	58 667		
Administration des ententes Redevances	61 101		
Conformité	734 671		
Gestion ministérialle	786 569 624 294		
	109 829		
	551 989		
Politique	215 702		
Lifige	1 089		
Conseil de PGIC			
Total fonctionnement et entretien			
Contributions et transferts ICR Partenariat Conseil de PGIC Initiative de gestion du pétrole et du gaz des Indiens	500 000 315 000 978 018		
Autre contributions et transferts	98 000		
Total contributions et transferts		1 891 018 \$	
Total dépenses, contributions et transfer	ts		11 643 172 \$
Excédent/déficit			
Recettes perçues au nom des Premières Redevances Primes Indemnités et loyers Droits fonciers issus des traités 5.08	nations —	181 027 975 \$ 3 211 915 \$ 12 987 631 \$ 5 137 203 \$	
Total recettes perçues au nom des Premières nat	ions		202 364 724 \$

